

2001

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA



Balance suisse des paiements

Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2001

Editeur

Banque nationale suisse
Direction de la statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone 01 631 31 11

Impression

Zürichsee Druckereien AG
Seestrasse 86
CH-8712 Stäfa

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées
avec indication de la source

Internet

<http://www.snb.ch>

Imprimé en septembre 2002

Table des matières

Page	
4	Aperçu
7	Balance des transactions courantes
9	Biens
11	Services
14	Revenus du travail et de capitaux
16	Transferts courants
18	Mouvements de capitaux
19	Investissements directs
26	Investissements de portefeuille
29	Autres mouvements de capitaux
29	Crédits des banques commerciales
31	Crédits des entreprises
32	Réserves monétaires
33	Erreurs et omissions nettes
40	Description des postes
	Tableaux
5	1 Balance suisse des paiements, aperçu depuis 1997
8	2 Balance des transactions courantes, depuis 1992
10	3 Biens
12	4 Services
15	5 Revenus du travail et de capitaux
17	6 Transferts courants
21	7.1 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches
22	7.2 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition géographique
24	8.1 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches
25	8.2 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique
27	9 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres
29	10.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon le poste du bilan
30	10.2 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie
34	11 Composantes de la balance des paiements
	Graphiques
7	1 Balance des transactions courantes, soldes
7	2 Structure des recettes et des dépenses de la balance des transactions courantes
10	3 Commerce extérieur en 2001: répartition géographique
18	4 Mouvements de capitaux
20	5 Investissements directs
21	6 Investissements directs: répartition géographique
28	7 Investissements de portefeuille
28	8 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie

Aperçu

L'affaiblissement de la conjoncture sur le plan mondial a eu de sensibles répercussions sur les échanges extérieurs de la Suisse en 2001. Après avoir atteint 52 milliards de francs en 2000, soit un niveau record, le solde actif de la **balance des transactions courantes** a fléchi pour s'établir à 34 milliards l'année suivante. Il a ainsi enregistré son premier repli depuis 1993. Le fort recul des bénéfices des filiales à l'étranger a joué un rôle déterminant à cet égard. Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont ainsi chuté. Exprimé en pourcentage du produit intérieur brut, l'excédent de la balance des transactions courantes a diminué, passant de 13% en 2000 à 8% en 2001. Malgré ce net repli, il reste relativement élevé en comparaison internationale.

Dans les **échanges de biens** (commerce spécial, sans les métaux précieux, etc.), la croissance des exportations a faibli en valeur, passant de 11% en 2000 à 4% l'année suivante du fait de l'affaiblissement de la demande étrangère. Celle des importations a fléchi encore plus, puisqu'elle s'est inscrite à 1%, contre 13% l'année précédente. Ainsi, la balance commerciale a dégagé un excédent de 2 milliards de francs, alors qu'elle s'était soldée par un déficit de 2 milliards en 2000.

Le refroidissement de la conjoncture et les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont sensiblement influé sur les **échanges de services**, en particulier sur les recettes dans le domaine du tourisme et sur les résultats des assurances. D'une année à l'autre, les recettes que les banques tirent de leurs services financiers – le plus important poste des exportations de services – ont reculé de 12% du fait du mouvement de repli des bourses. Au total, les exportations de services ont diminué de 4%, et les importations, de 3%. Le solde actif de la balance des services s'est établi à 24 milliards de francs, contre 26 milliards en 2000.

Dans les **revenus de capitaux**, les rentrées de la Suisse ont fléchi de 19% pour s'inscrire à 82 milliards de francs. Cette évolution est due avant tout au recul des bénéfices des implantations à l'étranger des entreprises. La détérioration des résultats a été forte en particulier dans les implantations du secteur financier aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. En revanche, les revenus tirés des investissements de portefeuille à l'étranger sont restés approximativement inchangés d'une année à l'autre. Les sorties de la Suisse au titre des revenus de capitaux ont régressé de 10%; la vive baisse des revenus que les entreprises non résidentes ont tirés de leurs investissements directs a été en partie compensée par une augmentation des intérêts et dividendes versés sur les investissements de portefeuille étrangers en Suisse. Le solde actif des revenus de capitaux – depuis des années, il fournit une contribution majeure à l'excédent de la balance des transactions courantes – a reculé de 14 milliards, passant à 30 milliards de francs.

Les **mouvements de capitaux** ont fortement ressenti les effets du refroidissement de l'économie mondiale et de la morosité régnant sur les marchés financiers. Le solde passif des mouvements de capitaux s'est accru, passant de 36 milliards en 2000 à 49 milliards de francs l'année suivante. Après la vague d'acquisitions de sociétés en 2000, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont marqué un net repli; elles ont porté sur 19 milliards de francs, soit un quart seulement du montant de l'année précédente. Les banques, qui avaient opéré d'importantes acquisitions en 2000, ont même rapatrié des capitaux en 2001. Du côté des investissements directs étrangers en Suisse, les importations de capitaux se sont établies à 14 milliards de francs, un montant inférieur à la moitié de celui de l'année précédente. Le vif recul des acquisitions étrangères dans l'industrie a joué un rôle déterminant dans cette diminution.

Dans les **investissements de portefeuille**, les exportations de capitaux ont presque doublé. Elles ont atteint 72 milliards de francs, contre 38 milliards en 2000. Ces fonds ont été investis principalement en titres de créance, dont une forte part était libellée en euros. La vive expansion observée d'une année à l'autre s'explique par les investissements accrus des banques. En 2000, ces dernières avaient vendu des papiers-valeurs qu'elles détenaient dans leurs portefeuilles. Quant aux investissements des non-résidents en titres suisses, ils ont conduit à des importations de capitaux pour 3 milliards de francs, contre 18 milliards l'année précédente. Les non-résidents ont vendu des obligations et des actions, mais acheté des papiers monétaires et des parts de fonds de placement. Ce faible afflux de fonds n'est pas étonnant compte tenu du climat boursier empreint de morosité et de la diminution du recours net au marché suisse des capitaux par les émissions de titres suisses, recours qui a passé de 17 milliards en 2000 à 11 milliards de francs l'année suivante.

Dans les **crédits bancaires**, tant les créances que les engagements ont reculé en 2001. Au total, les banques ont, dans ces opérations, importé des capitaux pour 19 milliards de francs, après 11 milliards l'année précédente.

1 Balance suisse des paiements, aperçu depuis 1997 en milliards de francs^{1,*}

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
I. Balance des transactions courantes solde	37,0	37,8	45,7	52,2	34,1
Biens solde	-0,5	-2,3	-0,3	-4,2	-4,6
Commerce spécial, solde	2,0	2,2	1,0	-2,1	1,7
Exportations	105,1	109,1	114,4	126,5	131,7
Importations	-103,1	-106,9	-113,4	-128,6	-130,1
Autres postes, solde	-2,5	-4,6	-1,3	-2,2	-6,3
Services solde	18,9	19,6	21,6	25,6	24,2
Tourisme, solde	1,4	1,7	1,6	2,4	2,0
Recettes	11,5	11,6	11,8	13,1	12,7
Dépenses	-10,1	-9,9	-10,2	-10,7	-10,7
Commissions bancaires, solde	8,8	9,2	11,1	13,3	11,8
Recettes	8,8	10,0	12,0	14,6	12,9
Dépenses	n.d.	-0,7	-0,8	-1,3	-1,1
Autres services, solde	8,7	8,6	8,9	9,9	10,5
Revenus du travail et de capitaux solde	23,4	25,9	30,5	35,7	21,4
Revenus du travail, solde	-6,5	-6,4	-6,5	-7,8	-8,6
Recettes	1,5	1,6	1,6	1,7	1,9
Dépenses	-8,1	-8,0	-8,1	-9,5	-10,5
Revenus de capitaux, solde	30,0	32,4	37,0	43,5	30,0
Recettes	49,3	65,0	73,6	101,4	82,1
Dépenses	-19,4	-32,7	-36,7	-57,9	-52,0
Transferts courants solde	-4,9	-5,3	-6,2	-4,9	-6,9
II. Transferts en capital solde	-0,2	0,2	-0,8	-6,0	0,4
III. Mouvements de capitaux solde	-37,3	-45,3	-49,6	-36,3	-48,8
Investissements directs solde	-16,1	-14,2	-32,4	-39,4	-5,1
Investissements directs suisses à l'étranger	-25,7	-27,2	-50,0	-72,2	-18,7
Capital social	-13,5	-16,9	-23,8	-56,0	-18,4
Bénéfices réinvestis	-9,9	-7,2	-18,3	-15,9	1,3
Crédits	-2,3	-3,1	-7,9	-0,3	-1,5
Investissements directs étrangers en Suisse	9,6	13,0	17,6	32,7	13,5
Capital social	6,0	5,1	7,6	19,9	14,2
Bénéfices réinvestis	1,2	6,5	9,7	11,3	-0,7
Crédits	2,4	1,4	0,3	1,5	0,0
Investissements de portefeuille solde	-15,5	-6,7	-61,5	-19,9	-69,1
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-28,6	-21,6	-70,4	-37,7	-72,3
Titres de créance	-15,4	-17,9	-44,1	-3,4	-47,1
Emprunts obligataires et notes	-17,1	-17,8	-39,8	-1,7	-39,3
Papiers monétaires	1,8	-0,1	-4,2	-1,6	-7,8
Titres de participation	-13,3	-3,7	-26,3	-34,3	-25,2

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	13,1	14,9	8,9	17,8	3,2
Titres de créance	3,0	2,3	0,6	2,5	0,1
Emprunts obligataires et notes	3,0	2,3	0,5	2,3	-0,8
Papiers monétaires	n.d.	n.d.	0,1	0,2	0,9
Titres de participation	10,1	12,5	8,2	15,3	3,1
Autres mouvements de capitaux solde	-2,5	-23,2	41,5	16,4	26,5
Crédits des banques commerciales, solde	-1,2	-16,7	27,5	11,0	18,5
Crédits à l'étranger	-76,0	-66,0	-116,1	-140,4	46,5
Crédits à des banques	-68,3	-61,1	-106,4	-123,6	42,5
Autres crédits	-7,7	-4,8	-9,7	-16,8	4,0
Crédits de l'étranger	74,8	49,3	143,6	151,4	-27,9
Crédits de banques	64,5	39,2	134,6	159,3	-29,1
Autres crédits	10,3	10,1	9,0	-7,8	1,2
Crédits des entreprises ² , solde	0,3	-5,4	3,1	-1,2	-8,9
Crédits à l'étranger	4,3	-14,4	2,0	-13,9	-11,5
Crédits de l'étranger	-4,0	9,0	1,1	12,8	2,6
Crédits des collectivités publiques, solde	0,5	0,3	0,2	0,0	0,0
Autres investissements, solde	-2,0	-1,4	10,7	6,5	16,8
Réserves monétaires total³	-3,1	-1,1	2,8	6,7	-1,1
Variation des avoirs à l'étranger	-4,9	-0,2	-1,3	6,7	-1,1
Compensation pour les ajustements de valeur	1,8	-0,9	4,1	.	.
IV. Erreurs et omissions nettes poste résiduel	0,6	7,3	4,7	-9,9	14,3

1 Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

2 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

3 Depuis l'an 2000, ces données sont calculées à partir des flux, conformément aux recommandations du FMI. Jusqu'en 1999, elles étaient tirées, selon les recommandations alors applicables, des variations des stocks, ce qui nécessitait une compensation pour les variations de la position extérieure qui n'étaient pas dues à des transactions.

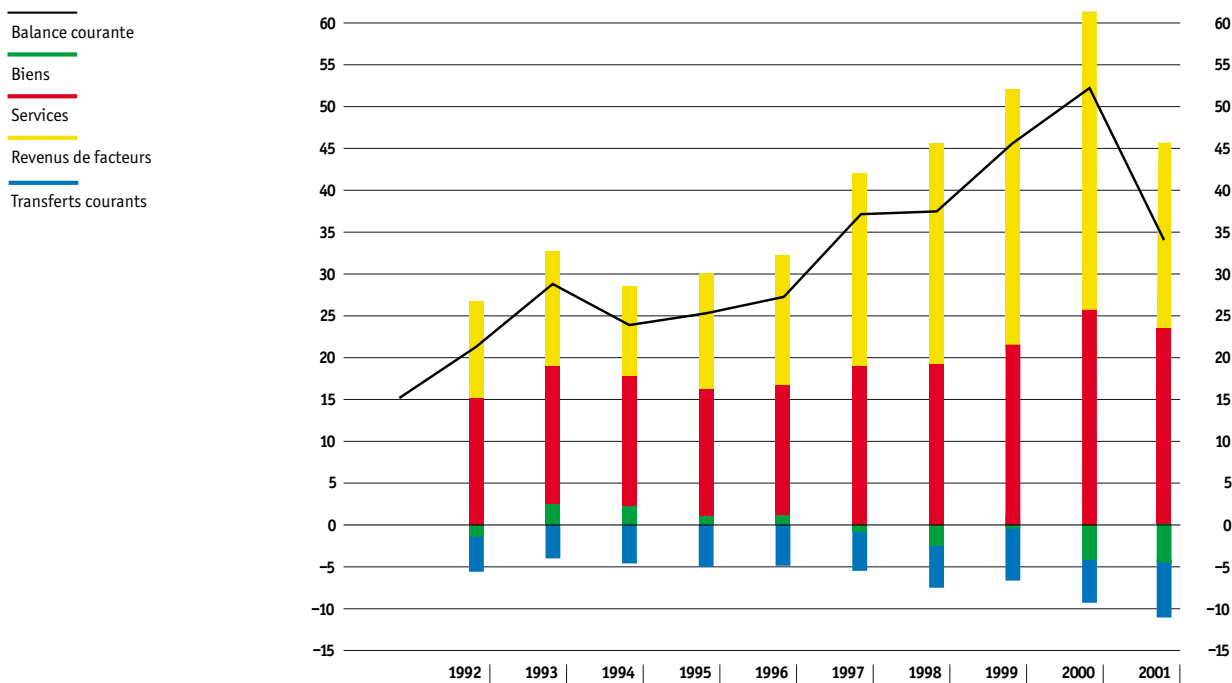
* Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

n. d.: donnée non disponible

Balance des transactions courantes

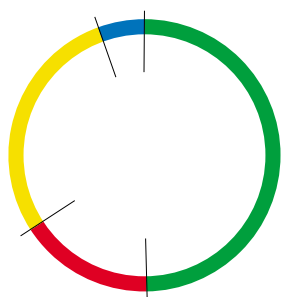
L'excédent de la balance des transactions courantes s'est inscrit à 34 milliards de francs, après avoir atteint le niveau record de 52 milliards en 2000. Cette régression est due aux revenus nets de capitaux, revenus qui ont fléchi, passant de 44 milliards en 2000 à 30 milliards de francs l'année suivante. La chute des revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger a joué un rôle déterminant à cet égard. Il faut y voir le reflet du refroidissement de la conjoncture et, partant, de la détérioration des résultats enregistrés par les entreprises. Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont

Balance des transactions courantes soldes en milliards de francs Graphique 1



Structure des recettes et des dépenses de la balance des transactions courantes

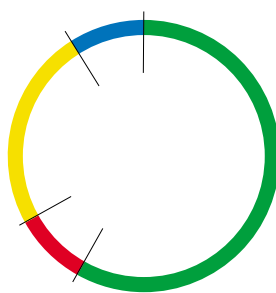
Graphique 2



Structure des recettes en %

- Biens 50
- Services 16
- Revenus de facteurs 29
- Transferts courants 5

Total :
293 milliards de francs



Structure des dépenses en %

- Biens 58
- Services 9
- Revenus de facteurs 24
- Transferts courants 9

Total:
259 milliards de francs

reculé de 17 milliards pour s'établir à 26 milliards de francs. En outre, le solde actif de la balance des services a diminué, passant de 26 milliards à 24 milliards de francs d'une année à l'autre. Les recettes touristiques, les exportations de services des assurances et les commissions encaissées par les banques ont marqué des replis.

Dans les échanges de biens, tant les exportations que les importations ont progressé d'environ 2% en valeur. Ces échanges ont débouché sur un déficit de 5 milliards de francs, soit un montant légèrement supérieur à celui de 2000.

2 Balance des transactions courantes, depuis 1992

	Recettes	Dépenses	Solde	Solde en % du produit intérieur brut
	en milliards de francs	en milliards de francs	en milliards de francs	
1992	165,5	144,3	21,3	6,2
1993	169,4	140,6	28,8	8,2
1994	170,4	146,5	23,9	6,7
1995	171,5	146,3	25,2	6,9
1996	179,1	151,9	27,2	7,4
1997	205,6	168,7	37,0	9,9
1998	227,7	189,9	37,8	9,9
1999	254,7	209,0	45,7	11,8
2000	307,0	254,8	52,2	12,9
2001	293,0	258,9	34,1	8,2

Biens

En 2001, le commerce extérieur suisse a subi les effets du fléchissement de la conjoncture sur le plan mondial. Les exportations de biens (commerce spécial, sans les métaux précieux, les pierres gemmes, les objets d'art et les antiquités) ont augmenté de 4% en valeur, contre 11% en 2000. Du côté des importations de biens, la croissance a marqué un ralentissement encore plus sensible, puisqu'elle a passé de 13% à 1%. En volume, les importations ont même diminué légèrement, alors que les exportations ont progressé de 2%. D'une année à l'autre, les prix moyens ont augmenté d'environ 2%, tant à l'importation qu'à l'exportation. Ainsi, la balance commerciale s'est soldée par un excédent de près de 2 milliards de francs, après un déficit d'un peu plus de 2 milliards en 2000.

Le refroidissement de la conjoncture mondiale a influé inégalement sur les quatre plus importantes branches exportatrices. La chimie, première branche exportatrice, a accru ses livraisons à l'étranger à un taux à deux chiffres, la majeure partie de l'expansion revenant aux produits pharmaceutiques. De même, les exportations de montres et d'instruments de précision ont progressé. Par contre, l'industrie des machines et de l'électronique – la deuxième branche exportatrice – ainsi que la métallurgie ont enregistré une diminution de leurs ventes à l'étranger.

La répartition géographique montre que les exportations n'ont pas évolué de manière homogène. Les livraisons de biens à la plupart des pays de l'UE ont augmenté, les ventes à l'Allemagne et à la France, les deux principaux marchés pour les exportations suisses, ayant enregistré des taux de croissance proches de la moyenne générale. Les exportations vers l'Italie se sont accrues à un taux qui a presque atteint deux chiffres. Les livraisons à l'UE ont progressé au total de 5%, mais les Etats-Unis ont réduit de 5% leurs importations de produits suisses. Les ventes aux économies émergentes ont diminué dans une mesure plus modérée. En revanche, les exportations vers les pays en transition et en développement ont marqué des expansions de respectivement 17% et 11%.

La demande globale ayant faibli en Suisse, les importations n'ont que légèrement augmenté en valeur. Les achats à l'étranger de biens de consommation et de produits énergétiques se sont accrus sensiblement; dans les biens de consommation, on notera en particulier la vive expansion des importations de médicaments. L'affaiblissement de la demande étrangère a entraîné une diminution des importations de biens intermédiaires sous forme de matières premières et de produits semi-finis. En outre, les achats à l'étranger de biens d'équipement ont enregistré un fort recul, puisqu'ils ont fléchi d'environ 6%.

Les livraisons des pays de l'UE ont progressé de 4%, et celles des pays en transition et en développement ont elles aussi marqué une hausse. Par contre, les importations en provenance des Etats-Unis ont chuté de 20%, et les économies émergentes ont vendu nettement moins de biens à la Suisse (-11%).

Dans le sillage de la libéralisation des marchés de l'électricité, les échanges transfrontières d'énergie électrique ont augmenté fortement. En valeur, les ventes à l'étranger se sont accrues de 52%, et les achats à l'étranger, de 29%; en volume toutefois, la hausse des exportations a été inférieure à celle des importations. Les prix moyens ont diminué à l'importation, mais augmenté légèrement à l'exportation. L'excédent des exportations a marqué une nette progression, tant en valeur qu'en volume.

Les autres biens sont constitués principalement des métaux précieux, des pierres gemmes, des objets d'art et des antiquités, des marchandises en retour ainsi que du trafic non contrôlé de biens et du perfectionnement à façon. Dans l'évolution des autres biens, les importations et les exportations de métaux précieux et de pierres gemmes ont une nouvelle fois joué un rôle dominant.

3 Biens

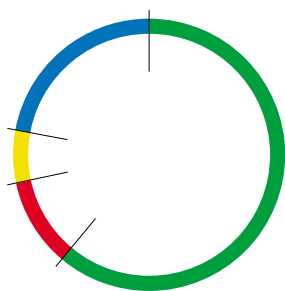
	1997	1998	1999	2000	2001	Variation par rapport à 2000
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Commerce spécial¹						
Exportations	105133	109113	114446	126549	131717	4,1
Importations	103088	106866	113416	128615	130052	1,1
Solde	2045	2247	1030	-2066	1665	
Energie électrique						
Exportations	1903	2022	2069	1944	2963	52,4
Importations	1225	1346	1462	1475	1896	28,5
Solde	678	677	607	469	1067	
Autres biens²						
Exportations	7179	7215	8651	15053	11225	-25,4
Importations	10356	12467	10564	17673	18606	5,3
Solde	-3176	-5253	-1913	-2620	-7380	
Total						
Exportations	114215	118350	125166	143546	145905	1,6
Importations	114669	120679	125442	147763	150553	1,9
Solde	-454	-2329	-276	-4217	-4648	

1 Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les *autres biens*.

2 Depuis 2000, le perfectionnement à façon figure en données brutes dans les *autres biens*.

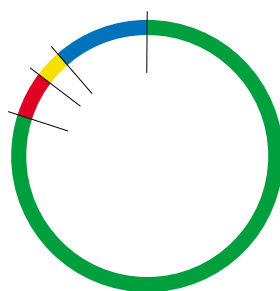
Commerce extérieur en 2001: répartition géographique

Graphique 3



Exportations de biens
en %

UE 61
Etats-Unis 11
Autres pays industrialisés 6
Autres pays 22



Importations de biens
en %

UE 80
Etats-Unis 5
Autres pays industrialisés 3
Autres pays 12

Services

Les recettes tirées du tourisme ont diminué pour la première fois depuis 1996. Ce repli a découlé du refroidissement de la conjoncture à l'étranger, de la fermeté du franc sur les marchés des changes et des événements de l'automne 2001 aux Etats-Unis. Les nuitées des hôtes étrangers dans les hôtels et établissements de cure ont reculé de 3%. En comparaison annuelle, le nombre des nuitées a progressé au premier trimestre, puis marqué des replis allant de 1% à 11% au cours des trois trimestres suivants. Des hôtes moins nombreux sont venus de la plupart des pays européens. Les plus fortes baisses sont dues cependant aux touristes en provenance des Etats-Unis et du Japon. En outre, les recettes tirées du trafic journalier et de transit ont diminué de 8%.

Les dépenses des résidents pour des séjours de vacances et d'affaires à l'étranger ont porté sur 11 milliards de francs, soit un montant identique à celui de 2000. Bien que le cours du franc ait été favorable, la propension à voyager a été freinée par l'évolution économique et les événements tragiques qui se sont produits l'automne dernier, en Suisse et à l'étranger. Au lieu de voyager à l'étranger, des résidents ont préféré passer leurs vacances en Suisse. Au total, les recettes que la Suisse tire du tourisme ont fléchi de 4%, et les dépenses n'ont pas varié. Ainsi, le solde actif de la balance touristique a diminué d'environ 0,5 milliard de francs.

Les attentats terroristes de l'automne 2001 ont eu de sensibles répercussions sur les opérations transfrontières des compagnies d'assurances. Les primes ont nettement augmenté, mais les dépenses dues aux sinistres à l'étranger, en forte hausse, ont pesé sur les résultats des compagnies de réassurances. L'affaiblissement du commerce mondial et la baisse des prix des produits pétroliers ont entraîné une diminution des rentrées découlant des opérations de commerce en transit. Dans les transports internationaux, tant les recettes que les dépenses n'ont pas atteint leur niveau de l'année précédente; ces activités ont pâti du fléchissement de la conjoncture mondiale et du recul que les voyages internationaux ont subi au dernier trimestre de 2001. Du côté des postes et télécommunications, les recettes provenant de l'étranger ont fortement fléchi, alors que les dépenses ont augmenté légèrement.

Les commissions encaissées par les banques ont chuté à la suite de la faiblesse des marchés financiers. Les opérations sur titres (émissions et négoce), la gestion de fortune et le domaine de la banque d'affaires ayant été moins rentables, les recettes que les comptoirs en Suisse des banques tirent de l'étranger ont fléchi de 12%. Les services à contenu technologique, qui englobent les licences, brevets et conseils techniques, ont engendré des recettes en hausse de 14% grâce à l'évolution favorable dans le domaine des licences et brevets.

Au total, les recettes au titre des services ont reculé de 4% pour s'établir à 47 milliards de francs, et les dépenses ont elles aussi diminué, mais dans une proportion plus faible. Ainsi, le solde actif de la balance des services s'est inscrit à 24 milliards de francs, contre 26 milliards en 2000.

4 Services

	1997	1998	1999	2000	2001	Variation par rapport à 2000
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Tourisme total						
Recettes	11531	11586	11767	13126	12673	-3,5
Dépenses	10141	9879	10175	10718	10716	0,0
Solde	1390	1707	1592	2407	1957	
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	8020	8158	8338	9092	8747	-3,8
Dépenses	8549	8421	8698	9209	9200	-0,1
Solde	-529	-263	-360	-117	-453	
Trafic journalier et de transit						
Recettes	2196	2263	2329	2778	2571	-7,5
Dépenses	1033	1051	1070	1102	1097	-0,5
Solde	1162	1213	1259	1676	1474	
Autres services touristiques						
Recettes	559	413	341	369	367	-0,7
Dépenses	541	390	390	390	400	2,6
Solde	18	23	-49	-21	-33	
Dépenses de consommation des frontaliers						
Recettes	757	751	759	887	988	11,4
Dépenses	17	17	17	18	19	3,9
Solde	740	734	742	869	969	
Assurances privées						
Recettes	2070	2277	2852	2441	1796	-26,4
Dépenses	49	100	125	125	125	0,0
Solde	2021	2177	2727	2316	1671	
Opérations de commerce en transit						
Recettes	1418	1047	1362	1439	1367	-5,0
Transports total¹						
Recettes	5979	6300	6623	7664	7491	-2,3
Dépenses	4632	5084	5239	5940	5477	-7,8
Solde	1347	1216	1384	1724	2014	
Personnes						
Recettes	3035	3185	3450	3952	4241	7,3
Dépenses	2841	2812	2824	3284	3278	-0,2
Solde	195	373	626	668	964	
Marchandises						
Recettes	1051	1121	1082	1361	1077	-20,8
Dépenses ²	0	0	0	0	0	
Solde	1051	1121	1082	1361	1077	
Autres services en matière de transports						
Recettes	1892	1994	2091	2351	2173	-7,6
Dépenses	1791	2271	2415	2655	2199	-17,2
Solde	101	-277	-324	-304	-27	

	1997	1998	1999	2000	2001	Variation par rapport à 2000
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	709	903	1259	1485	1285	-13,4
Dépenses	989	1123	1269	1495	1548	3,5
Solde	-280	-220	-11	-11	-263	
Autres services total¹						
Recettes	15013	16643	18880	22614	22179	-1,9
Dépenses	1976	2995	4368	4893	4725	-3,4
Solde	13037	13647	14512	17721	17454	
Commissions bancaires						
Recettes	8816	9975	11978	14607	12874	-11,9
Dépenses	n.d.	733	845	1322	1099	-16,9
Solde	8816	9242	11132	13286	11775	
Services à contenu technologique						
Recettes	4072	4328	4160	4846	5508	13,7
Dépenses	1662	1940	3208	3250	3302	1,6
Solde	2410	2388	953	1596	2206	
Divers services						
Recettes	2125	2340	2742	3160	3797	20,1
Dépenses	314	323	315	321	324	1,1
Solde	1811	2017	2427	2839	3473	
Total						
Recettes	36719	38755	42750	48767	46791	-4,1
Dépenses	17786	19181	21136	23171	22591	-2,5
Solde	18933	19574	21615	25596	24200	

1 Les autres services en matière de transports, qui sont liés aux transports aériens et ferroviaires, ont été transférés des *autres services* aux *transports*.

2 Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

n.d.: donnée non disponible

Revenus du travail et de capitaux

Les organisations internationales en Suisse et les représentations diplomatiques sont considérées comme des entités extraterritoriales et, partant, comme des non-résidents. Aussi, dans les revenus du travail, les recettes portent-elles essentiellement sur les salaires bruts que perçoivent les personnes au service des organisations internationales en Suisse. Ces recettes ont augmenté de 14% pour atteindre 1,9 milliard de francs. Les dépenses au titre des revenus du travail, qui sont constituées en majeure partie des rémunérations versées aux frontaliers étrangers, se sont accrues de 11%, passant à 11 milliards de francs; leur expansion est due à l'effectif, une nouvelle fois en hausse, des frontaliers étrangers travaillant en Suisse.

En 2001, la chute des revenus tirés des investissements directs et la baisse des taux d'intérêt ont fortement influé sur les revenus de capitaux. Ces recettes ont fléchi de 19% pour s'inscrire à 82 milliards de francs. En repli elles aussi, mais dans une mesure plus modérée (-10%), les dépenses ont porté sur 52 milliards de francs. Ainsi, le solde des revenus de capitaux a diminué, passant de 44 milliards à 30 milliards de francs d'une année à l'autre.

Les revenus tirés des investissements de portefeuille à l'étranger se sont inscrits à 25 milliards de francs, soit à un montant identique à celui de l'année précédente. Les rentrées sous forme de dividendes ont progressé grâce aux bons résultats enregistrés par les entreprises en 2000, mais le produit des intérêts a diminué de 6% du fait de la baisse des taux d'intérêt. Les revenus découlant des investissements directs suisses à l'étranger ont fléchi nettement, passant de 43 milliards en 2000 à 26 milliards de francs en 2001. La détérioration des résultats des entreprises, à la suite du refroidissement de la conjoncture, explique cette évolution. Après avoir atteint 16 milliards de francs en 2000, les bénéfices réinvestis ont été négatifs (-1 milliard). Les intérêts et dividendes versés par les implantations à l'étranger des entreprises suisses se sont cependant maintenus à leur niveau de l'année précédente, soit à 27 milliards de francs. Dans les opérations d'intérêts des banques avec la clientèle et des banques à l'étranger, tant les recettes que les dépenses ont reculé. Le solde actif des opérations d'intérêts des banques a diminué une nouvelle fois, puisqu'il s'est établi à 0,4 milliard de francs, après 1,3 milliard en 2000. Les revenus découlant des opérations fiduciaires ont marqué un sensible repli à la suite de la baisse des rémunérations à court terme. Le produit des placements de devises de la Banque nationale a régressé lui aussi à cause de l'évolution des taux d'intérêt. Les intérêts et dividendes versés sur les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont augmenté de 14%. Les intérêts ont diminué pour la raison déjà évoquée, mais les dividendes versés à l'étranger se sont accrues vigoureusement. Les investisseurs directs étrangers ont été touchés eux aussi par la forte dégradation des résultats de leurs filiales, succursales et participations en Suisse. Les dépenses de la Suisse au titre des investissements directs étrangers ont en effet reculé de 38%, passant à 11 milliards de francs.

5 Revenus du travail et de capitaux

	1997	1998	1999	2000	2001	Variation par rapport à 2000
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Revenus du travail						
Recettes	1544	1569	1623	1679	1908	13,6
Dépenses	8076	8012	8097	9460	10535	11,4
Solde	-6532	-6443	-6475	-7781	-8627	
Revenus de capitaux total						
Recettes	49348	65016	73650	101402	82052	-19,1
Dépenses	19388	32655	36666	57895	52032	-10,1
Solde	29960	32360	36984	43507	30020	
Investissements de portefeuille						
Recettes	15305	17919	21687	24509	24605	0,4
Dépenses	5723	7991	9915	12042	13724	14,0
Solde	9582	9928	11772	12467	10881	
Investissements directs¹						
Recettes	13889	26134	34930	43130	25874	-40,0
Dépenses	1245	11674	15674	18099	11193	-38,2
Solde	12644	14460	19256	25031	14681	
Autres placements						
Recettes	20154	20962	17033	33763	31573	-6,5
Dépenses	12420	12991	11077	27753	27115	-2,3
Solde	7734	7972	5956	6010	4458	
dont opérations d'intérêts des banques						
Recettes	16095	16243	12911	29018	27464	-5,4
Dépenses	12382	12948	11039	27711	27075	-2,3
Solde	3714	3295	1872	1307	389	
Total						
Recettes	50891	66584	75272	103081	83959	-18,5
Dépenses	27464	40667	44763	67355	62567	-7,1
Solde	23428	25917	30509	35726	21393	

1 Depuis 1998, les revenus transférés d'investissements directs sont enregistrés sur une base brute.

Transferts courants

Les transferts de l'étranger vers la Suisse ont totalisé 16 milliards de francs. Ils ont ainsi progressé de 41%. Les transferts du secteur privé se sont accrus à la suite de la vive expansion des primes encaissées par les assureurs privés. En revanche, les transferts du secteur public ont diminué légèrement du fait de la baisse des recettes tirées des droits de timbre.

Les transferts de la Suisse vers l'étranger ont atteint 23 milliards de francs, soit un montant dépassant de 41% celui de 2000. Dans les transferts du secteur privé, les compagnies d'assurances ont joué un rôle prédominant, étant donné la hausse massive des prestations qu'elles ont versées à l'étranger à la suite de sinistres. Les transferts de la main-d'œuvre étrangère domiciliée en Suisse (travailleurs ayant un permis d'établissement, travailleurs à l'année et saisonniers) ont progressé de 7%. Les transferts du secteur public vers l'étranger ont eux aussi augmenté. Ils sont constitués avant tout des rentes et autres prestations de prévoyance que les assurances sociales versent à des personnes à l'étranger, des remboursements de cotisations aux étrangers, des aides apportées au titre de la coopération technique et des contributions versées aux organisations internationales.

6 Transferts courants

	1997	1998	1999	2000	2001	Variation par rapport à 2000
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	Chiffres révisés en millions de francs	Chiffres provisoires en millions de francs	en %
Transferts du secteur privé total¹						
Recettes	406	406	7669	7074	11858	67,6
Dépenses	3405	3458	11585	10327	16750	62,2
dont transferts d'immigrés	2867	2811	2837	2876	3070	6,7
Solde	-2999	-3052	-3916	-3253	-4892	
Transferts du secteur public total						
Recettes	3405	3633	3804	4499	4482	-0,4
Dépenses	5343	5918	6069	6184	6463	4,5
Solde	-1938	-2284	-2265	-1685	-1981	
Assurances sociales						
Recettes	1315	1318	1329	1500	1656	10,4
Dépenses	3534	4101	4176	4247	4564	7,5
Solde	-2218	-2783	-2848	-2747	-2908	
Etat						
Recettes	2089	2316	2475	2999	2826	-5,8
Dépenses	1809	1817	1892	1937	1898	-2,0
Solde	280	499	583	1062	927	
Total						
Recettes	3810	4039	11473	11573	16339	41,2
Dépenses	8748	9376	17653	16511	23213	40,6
Solde	-4937	-5336	-6180	-4938	-6873	

1 Depuis 1999, les primes que les assurances privées suisses encaissent de l'étranger – abstraction faite des services d'assurance – et les prestations versées à l'étranger par ces assurances à la suite de sinistres sont comptabilisées dans les *transferts courants*.

Mouvements de capitaux

D'une année à l'autre, les mouvements de capitaux ont fléchi fortement, suivant ainsi une tendance observée sur le plan international. L'affaiblissement de la conjoncture sur le plan mondial a pesé sur les investissements directs. Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger n'ont porté que sur un quart du montant enregistré en 2000, et les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse ont reculé de plus de 50%. Dans les investissements de portefeuille, les investisseurs suisses ont marqué une forte retenue face aux actions étrangères, ce qui s'explique par la baisse des bourses. En revanche, ils ont investi davantage en titres de créance étrangers. Les investissements de portefeuille des non-résidents ont engendré des importations de capitaux bien inférieures au niveau de l'année précédente; les non-résidents ont acquis avant tout des parts de fonds de placement. Dans leurs opérations interbancaires avec l'étranger, les banques ont réduit aussi bien leurs créances que leurs engagements, après les avoir sensiblement accrus en 2000. En outre, les opérations fiduciaires, qui sont généralement à court terme, ont fortement diminué du fait de la baisse des taux d'intérêt sur les marchés monétaires.

La répartition selon la monnaie montre que les mouvements de capitaux ont été effectués avant tout en euros et en francs. La part des placements en dollars n'a quasiment pas varié d'une année à l'autre. Le solde passif des mouvements de capitaux s'est accru, passant de 36 milliards en 2000 à 49 milliards de francs l'année suivante.

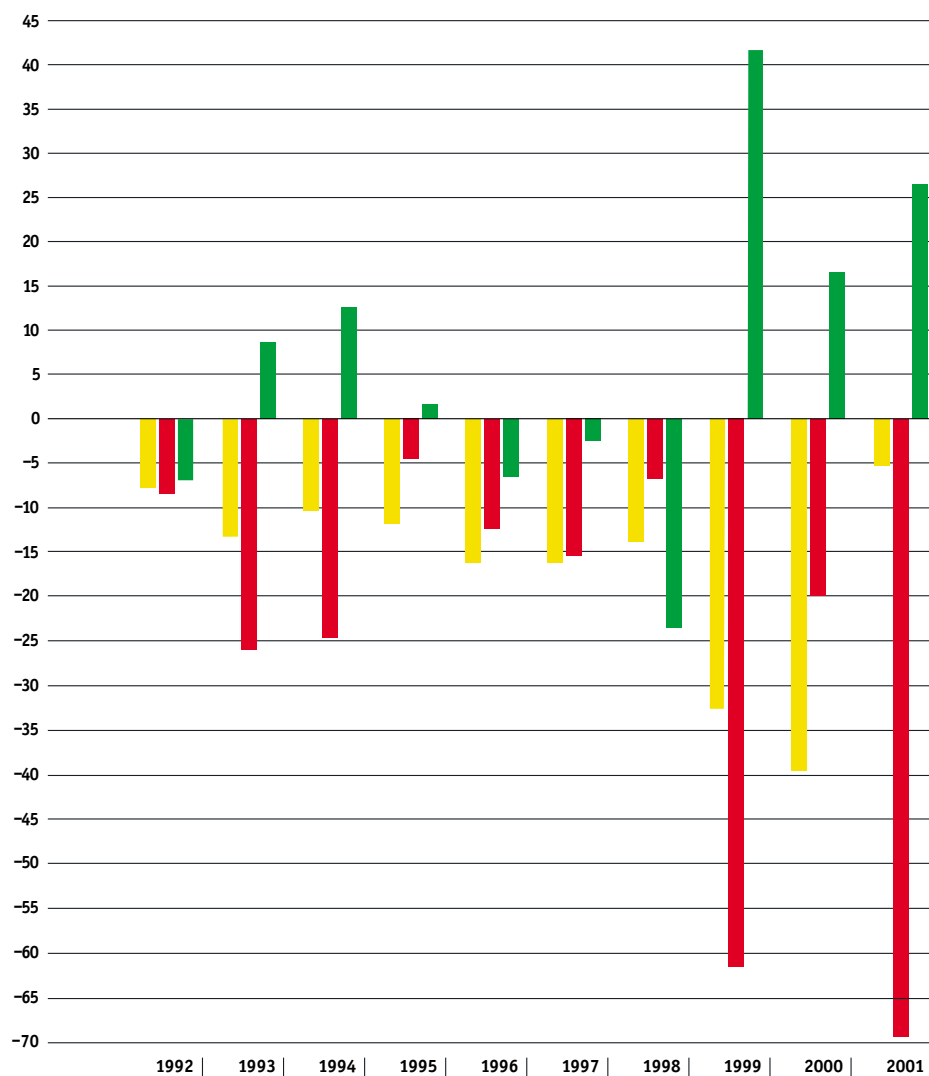
Mouvements de capitaux

sans la Banque nationale, soldes en milliards de francs

Graphique 4

Investissements directs (solde)
Investissements de portefeuille (solde)
Autres mouvements de capitaux (solde)

Le signe moins (-) indique des exportations nettes de capitaux



Investissements directs

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 19 milliards de francs, après 72 milliards en 2000. Elles ont ainsi régressé pour la première fois depuis 1995, régression qui s'explique avant tout par un effondrement des acquisitions d'entreprises et des fusions. Cette évolution est conforme à la tendance observée sur le plan mondial. Elle succède à une phase de vive croissance des acquisitions et fusions transfrontières, phase qui avait atteint son apogée dans les années 1999 et 2000.

En outre, les bénéficiaires réinvestis, qui entrent eux aussi dans la composition des flux d'investissements directs, ont été négatifs en 2001 (-1 milliard de francs) pour la première fois depuis qu'ils sont comptabilisés dans la balance des paiements. Ce chiffre négatif est dû avant tout aux pertes que le secteur financier a subies dans ses implantations aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. En 2000, les bénéficiaires réinvestis atteignaient encore 16 milliards de francs. Les crédits au sein de groupes ont entraîné des exportations de capitaux pour 2 milliards de francs en 2001.

Les banques ont rapatrié des capitaux investis dans leurs implantations à l'étranger pour 1 milliard de francs, alors qu'elles avaient encore exporté des capitaux pour 31 milliards l'année précédente. Dans les services, les compagnies d'assurances ont été les principales exportatrices de capitaux; elles ont investi 5 milliards de francs à l'étranger. Les entreprises du secteur secondaire ont investi 9 milliards de francs à l'étranger, avant tout aux Etats-Unis et en Allemagne. De ce montant, qui représente un tiers environ du flux observé en 2000, 3 milliards de francs revenaient à l'industrie des machines, et quelque 2 milliards, tant à la chimie qu'à l'électronique.

Il ressort de la répartition géographique des investissements directs que les exportations de capitaux vers l'UE ont fortement reculé, passant de 26 milliards en 2000 à 2 milliards de francs l'année suivante. Les flux vers le Royaume-Uni, l'Irlande et la Belgique ont tout particulièrement fléchi. L'Allemagne, le Luxembourg, l'Italie et l'Espagne ont cependant bénéficié d'afflux en progression d'une année à l'autre. Environ 8 milliards de francs ont été investis aux Etats-Unis, contre 34 milliards en 2000; l'industrie y a contribué pour 5 milliards de francs, et les services, pour 3 milliards. Portant sur 5 milliards de francs, les flux de fonds vers les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud provenaient surtout de compagnies d'assurances et de holdings.

Des capitaux d'investissement direct ont été rapatriés des économies émergentes d'Amérique centrale et du Sud ainsi que des pays africains. Les pays en développement et économies émergentes d'Asie ont en revanche bénéficié d'afflux de fonds en légère augmentation.

Les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse ont fléchi, passant de 33 milliards en 2000 à 14 milliards de francs en 2001. Les acquisitions d'entreprises et augmentations de capital se sont maintenues à leur niveau de l'année précédente. Par contre, les bénéficiaires réinvestis ont été négatifs et ont ainsi entraîné des désinvestissements.

Les investisseurs étrangers ont rapatrié 2 milliards de francs qu'ils avaient investis dans l'industrie. L'année précédente, l'industrie suisse avait bénéficié d'un afflux de fonds de 16 milliards de francs du fait d'acquisitions exceptionnellement élevées. Dans les services, 16 milliards de francs ont été investis, comme en 2000. Les entreprises des transports et communications ont reçu 6 milliards de francs, tandis que 5 milliards ont été investis dans les sociétés financières et holdings.

Le recul des flux d'investissements directs étrangers est dû principalement à la diminution des importations de capitaux en provenance d'Amérique du Nord. Ces importations ont en effet fléchi, passant de 19 milliards de francs en 2000 à 0,5 milliard l'année suivante. Les flux de capitaux venant des pays de l'UE ont peu

varié, puisqu'ils se sont inscrits à 12 milliards de francs, après 13 milliards en 2000. De ce montant, 8 milliards de francs (0,3 milliard en 2000) ont été investis par les Pays-Bas, la plus grande partie dans le domaine des télécommunications. L'Allemagne a quant à elle rapatrié des capitaux pour 1 milliard de francs. L'année précédente, des entreprises allemandes avaient encore investi 4 milliards de francs en Suisse.

Au total, les investissements directs suisses à l'étranger et étrangers en Suisse ont engendré des exportations nettes de capitaux pour 5 milliards de francs, contre 39 milliards en 2000. Un montant net aussi bas n'avait plus été observé depuis 1990.

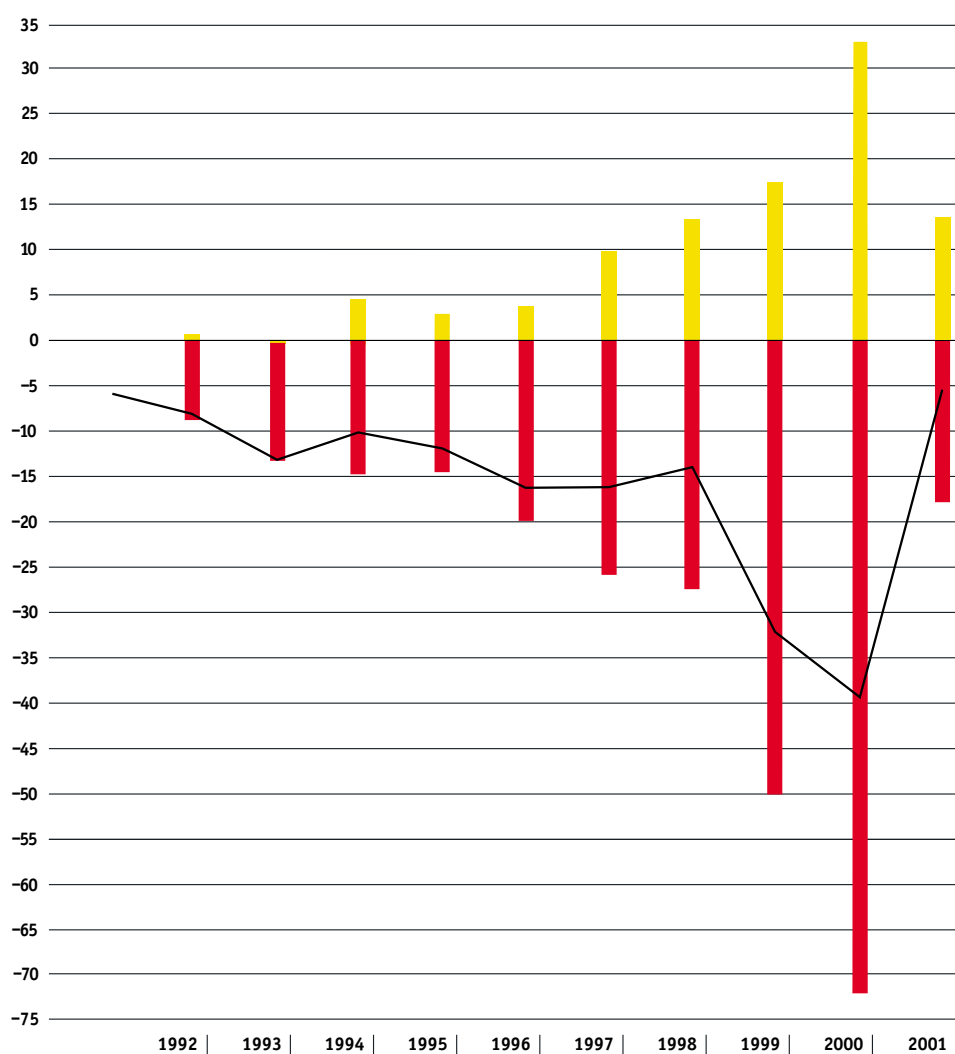
Investissements directs en milliards de francs

Graphique 5

Investissements directs suisses à l'étranger

Investissements directs étrangers en Suisse

Solde (le signe moins [-] indique des exportations nettes de capitaux)



7.1 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches¹

	1997	1998	1999	2000	2001
				Chiffres révisés	Chiffres provisoires
Exportations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	15804	9640	9477	23730	9257
Textile et habillement	118	623	395	-90	-301
Chimie et plastique	8373	5156	6430	17695	2411
Métallurgie et machines	2593	1421	659	173	3033
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3477	-890	1007	2399	2240
Autres industries et construction	1243	3329	986	3555	1873
Services	9930	17569	40509	48448	9394
Commerce	517	2376	2805	-656	803
Sociétés financières et holdings	5195	6559	14067	2537	1446
dont sociétés financières et holdings en mains étrangères ³	4172	3870	11480	243	-275
Banques	1796	-321	6082	31059	-966
Assurances	1334	8034	9910	13046	5394
Transports et communications	214	859	3524	196	1521
Autres services	874	62	4121	2266	1196
Total	25734	27209	49986	72178	18651

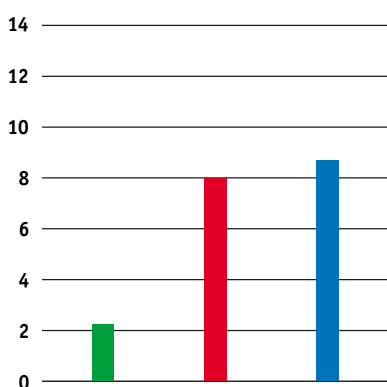
1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

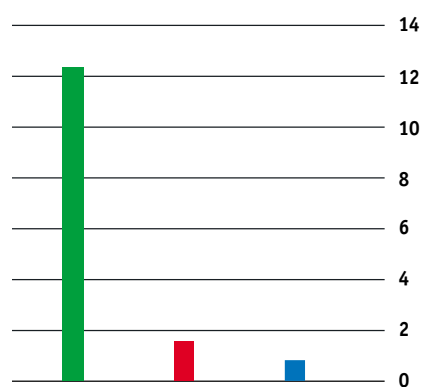
3 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

Investissements directs en 2001: répartition géographique

Graphique 6



Investissements directs suisses à l'étranger en milliards de francs



Investissements directs étrangers en Suisse en milliards de francs

UE
Etats-Unis
Autres pays

7.2 Investissements directs suisses à l'étranger: répartition géographique

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
Exportations de capitaux¹ en millions de francs					
1. Europe et pays industrialisés non européens	21765	16090	38128	60917	12271
UE	12596	10154	21359	26141	2191
Belgique	-655	349	1179	4407	-602
Danemark	30	-31	280	-167	-92
Allemagne	4131	889	5799	-1170	5274
Finlande	152	224	126	263	134
France	213	333	827	-1445	-1940
Grèce	116	205	179	355	172
Irlande	317	-54	5446	1304	-4111
Italie	1134	-197	192	-222	1537
Luxembourg	-959	1651	-47	1133	1980
Pays-Bas	2752	1003	1716	3248	-457
Autriche	343	344	515	100	263
Portugal	311	-69	561	1594	136
Suède	632	844	-656	328	24
Espagne	35	377	-545	97	1319
Royaume-Uni ²	4043	4287	5788	16315	-1446
AELE	181	-93	362	-1208	204
Europe centrale et orientale	215	1175	1174	1095	894
dont					
Croatie	4	70	-44	16	20
Pologne	173	208	473	586	123
Fédération de Russie	46	335	599	-7	169
Slovaquie	13	21	38	13	-1
République tchèque	-19	356	-64	183	231
Hongrie	-35	-76	100	77	164
Reste de l'Europe	314	-449	744	571	192
dont					
Turquie	51	296	-95	-242	-124
Amérique du Nord	8058	4458	13640	34235	8696
Canada	368	1232	83	553	714
Etats-Unis	7690	3226	13557	33682	7983
Autres pays industrialisés non européens	402	845	850	83	93
Australie	153	572	322	-268	-75
Japon	-203	124	628	336	92
Nouvelle-Zélande	298	11	-215	-3	9
Afrique du Sud	154	138	116	18	67

1 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

2 Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

3 Selon la liste des pays dressée par Eurostat: Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts et Nevis.

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
Exportations de capitaux¹ en millions de francs					
2. Economies émergentes	2176	6932	6244	2015	603
Asie	2383	5689	4949	838	1013
Hong Kong	236	447	665	-62	191
Corée (Sud)	-57	283	179	184	68
Malaisie	82	102	227	-25	22
Philippines	50	1169	57	313	30
Singapour	1879	3173	3811	222	442
Taiwan	45	121	92	160	49
Thaïlande	148	395	-82	46	212
Amérique centrale et du Sud	-207	1243	1295	1177	-411
Argentine	-10	321	-103	48	52
Brésil	-338	446	844	246	-960
Chili	29	-178	17	-27	-155
Mexique	111	654	537	910	652
3. Pays en développement	1793	4187	5614	9246	5777
Asie	629	441	-21	242	576
dont					
Chine (Rép. pop.)	255	123	-143	212	153
Inde	160	29	-59	-43	138
Indonésie	134	90	10	-22	151
Liban	2	-2	-13	-143	-12
Pakistan	34	-17	7	59	29
Arabie saoudite	43	-2	60	-83	-2
Emirats arabes unis	12	11	19	76	56
Vietnam	21	-2	-18	-33	-15
Amérique centrale et du Sud	935	3645	5343	8744	5272
dont					
Costa Rica	-1	-26	0	-17	9
Equateur	27	10	20	23	52
Guatemala	60	-4	22	-97	-11
Colombie	34	387	115	-109	-90
Pérou	158	-25	47	57	32
Uruguay	217	284	291	301	90
Venezuela	97	61	11	127	164
Centres financiers offshore ³	236	2991	4703	8508	4899
Afrique	230	102	293	259	-71
dont					
Egypte	92	57	93	11	43
Côte d'Ivoire	16	51	-26	-47	-14
Maroc	32	-12	2	-30	-1
Nigéria	-9	5	-7	4	18
Ensemble des pays	25734	27209	49986	72178	18651

8.1 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches¹

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
Importations de capitaux² en millions de francs					
Industrie	4264	3069	2944	16380	-2299
Chimie et plastique	2362	3029	361	3119	-32
Métallurgie et machines	1691	28	-710	7992	-25
Electronique, énergie, optique et horlogerie	204	-55	2312	3239	-2459
Autres industries et construction	6	69	983	2116	214
Services	5367	9894	14659	16361	15824
Commerce	362	971	1750	2231	31
Sociétés financières et holdings	4038	5165	5520	5500	4539
Banques	558	2253	65	2622	2751
Assurances	³	1220	4707	1917	2003
Transports et communications	³	66	1853	3552	6364
Autres services	409	218	765	540	135
Total	9631	12963	17603	32741	13525

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

3 Jusqu'en 1997, sous *autres services*.

8.2 Investissements directs étrangers en Suisse: répartition géographique

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
Importations de capitaux¹ en millions de francs					
1. Europe et pays industrialisés non européens	9629	11763	17459	31581	13137
UE	5927	5625	9224	12758	12347
dont					
Belgique	-4	-50	177	226	380
Danemark	21	27	-52	873	1884
Allemagne	2871	2715	2907	4023	-1449
France	517	-393	615	587	689
Italie	111	1584	476	1961	292
Luxembourg	1682	505	431	2852	1655
Pays-Bas	498	1612	-1183	330	7585
Autriche	68	38	114	266	13
Suède	165	75	-1	62	-17
Espagne	18	-113	475	102	50
Royaume-Uni ²	-161	-378	5238	1350	1215
AELE	2	0	3	30	-26
Reste de l'Europe	24	12	27	-2	8
dont					
Turquie	2	22	23	26	1
Amérique du Nord	3778	6509	9669	18876	472
Canada	-46	-55	-189	7832	-361
Etats-Unis	3824	6564	9858	11044	833
Autres pays industrialisés non européens	-101	-383	-1464	-80	336
dont					
Japon	-326	-457	-1509	-37	336
2. Economies émergentes	-65	-10	-11	814	229
3. Pays en développement	67	1211	155	346	160
Asie	32	-47	44	20	22
dont					
Israël	18	36	36	-8	14
Amérique centrale et du Sud	33	1255	109	322	138
Afrique	2	3	3	4	0
Ensemble des pays	9631	12963	17603	32741	13525

1 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

2 Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

Investissements de portefeuille

En 2001, les marchés financiers internationaux ont été caractérisés par une forte baisse des cours des actions, un repli des taux d'intérêt et une nouvelle diminution des émissions de titres. Les cours des actions ont fléchi sur toutes les principales places boursières. Ils ont chuté davantage en Europe et au Japon qu'aux Etats-Unis. Les taux d'intérêt, en particulier les rémunérations à court terme, se sont repliés du fait de l'assouplissement de la politique monétaire. Les rendements à long terme n'ont cependant diminué que légèrement. Le recours net aux marchés financiers internationaux a porté sur un montant sensiblement inférieur à celui de 2000. Dans les émissions, la part de marché de l'euro a progressé au détriment du dollar des Etats-Unis, de la livre sterling et du yen.

En Suisse, le marché des actions a chuté, alors qu'il s'était mieux comporté que les marchés étrangers en 2000. En Suisse comme à l'étranger, les taux d'intérêt à court terme se sont repliés davantage que les rendements à long terme. Le prélèvement net opéré sur le marché des capitaux par les émissions de titres suisses – emprunts obligataires et actions – s'est établi à 11 milliards de francs; il a ainsi diminué une nouvelle fois d'une année à l'autre. Le recours net au marché suisse des capitaux par des débiteurs étrangers a porté sur 2 milliards de francs, soit un quart seulement du montant de l'année précédente. Les fonds de placement suisses ont enregistré un afflux net de capitaux de 14 milliards de francs, contre 16 milliards en 2000. Quant aux fonds de placement étrangers actifs sur le marché suisse, ils ont drainé un montant net de 54 milliards de francs, après 71 milliards en 2000.

Les investissements de portefeuille suisses à l'étranger ont atteint 72 milliards de francs, soit un montant exceptionnellement élevé. Les banques sont à l'origine d'un tiers de ces investissements; l'année précédente, elles avaient vendu pour environ 10 milliards de francs d'obligations étrangères qu'elles détenaient dans leurs portefeuilles. En 2000, les exportations de capitaux en vue d'investissements de portefeuille avaient été de 38 milliards de francs seulement. En 2001, contrairement à l'année précédente, les investisseurs ont marqué une préférence pour les titres de créance. En effet, près des deux tiers des fonds ont été placés en titres de créance. Les titres de participation ont fait l'objet d'une demande nettement moins forte, puisque 25 milliards de francs ont été investis dans de tels titres, contre 34 milliards en 2000. Comme les deux années précédentes, l'euro a été la monnaie préférée des investisseurs; en 2001, plus de la moitié des fonds ont été placés en titres libellés en euros. Un peu plus d'un quart des fonds ont été investis en titres en dollars des Etats-Unis, et 12 milliards de francs, en titres en francs suisses. En outre, les placements en yens ont été réduits de près d'un milliard de francs.

Les importations de capitaux sous forme d'investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont porté sur 3 milliards de francs, contre 18 milliards l'année précédente. Le montant élevé de l'année 2000 était dû en grande partie à des échanges d'actions liés à des reprises de sociétés à l'étranger. Les non-résidents n'ont pas investi en titres de créance suisses, leurs acquisitions de papiers monétaires ayant été compensées par des ventes d'obligations. Du côté des titres de participation, ils ont cédé des actions pour 5 milliards de francs, mais acquis des parts de fonds de placement pour 8 milliards. Comme l'année précédente, le franc a joué un rôle dominant dans les importations de capitaux, le dollar des Etats-Unis venant en deuxième position. Les non-résidents ont vendu en 2001 des titres libellés en euros, en yens et en livres sterling.

9 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres

	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-28647	-21576	-70360	-37676	-72299
Titres de créance	-15355	-17909	-44072	-3354	-47055
Emprunts obligataires et notes	-17126	-17800	-39825	-1709	-39287
Papiers monétaires ¹	1771	-109	-4247	-1645	-7767
Titres de participation	-13292	-3667	-26288	-34322	-25244
Actions	n.d.	n.d.	-16520	-21805	-12688
Fonds de placement	n.d.	n.d.	-9768	-12517	-12556
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	13110	14856	8853	17812	3198
Titres de créance	3030	2341	607	2478	82
Emprunts obligataires et notes	3030	2341	501	2273	-771
Collectivités publiques	2375	1476	-153	1069	2364
Autres	655	865	654	1204	-3135
Papiers monétaires	n.d.	n.d.	106	205	853
Titres de participation	10080	12515	8246	15335	3117
Actions	2236	5946	876	8194	-5048
Fonds de placement	7844	6569	7370	7141	8165
Solde	-15537	-6720	-61507	-19863	-69100

1 Jusqu'en 1998, uniquement les achats des banques.

n.d.: donnée non disponible

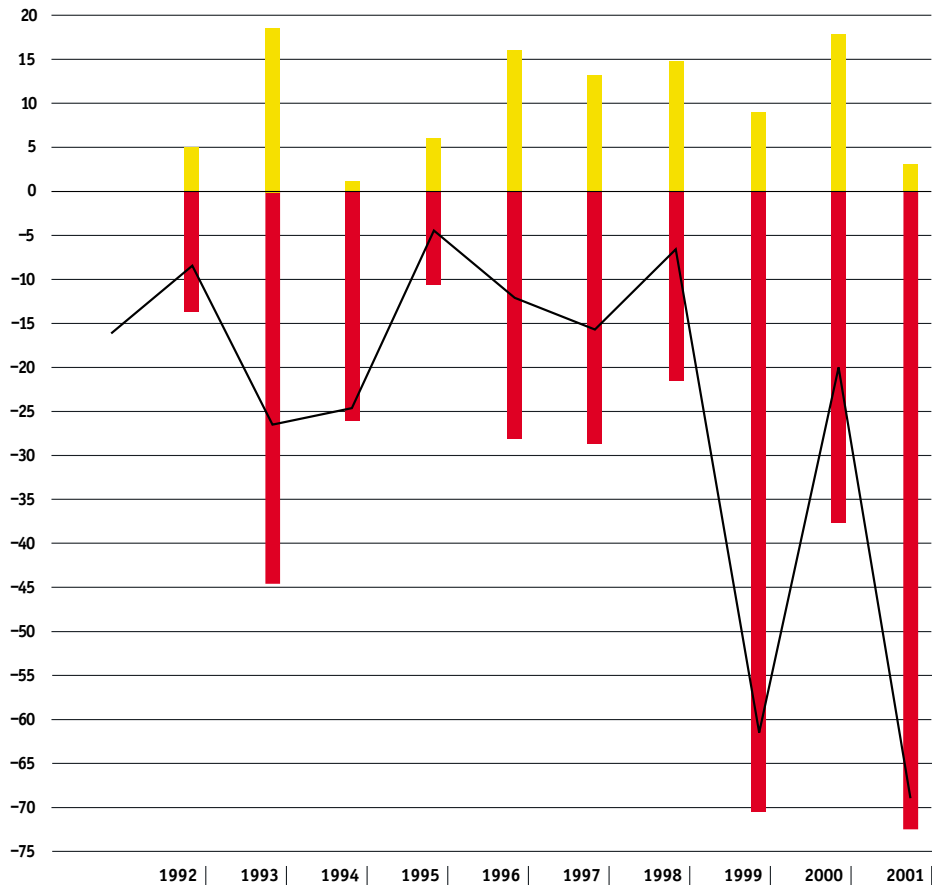
Investissements de portefeuille en milliards de francs

Graphique 7

Investissements de portefeuille suisses à l'étranger

Investissements de portefeuille étrangers en Suisse

Solde (le signe moins [-] indique des exportations nettes de capitaux)



Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie

Graphique 8

CHF

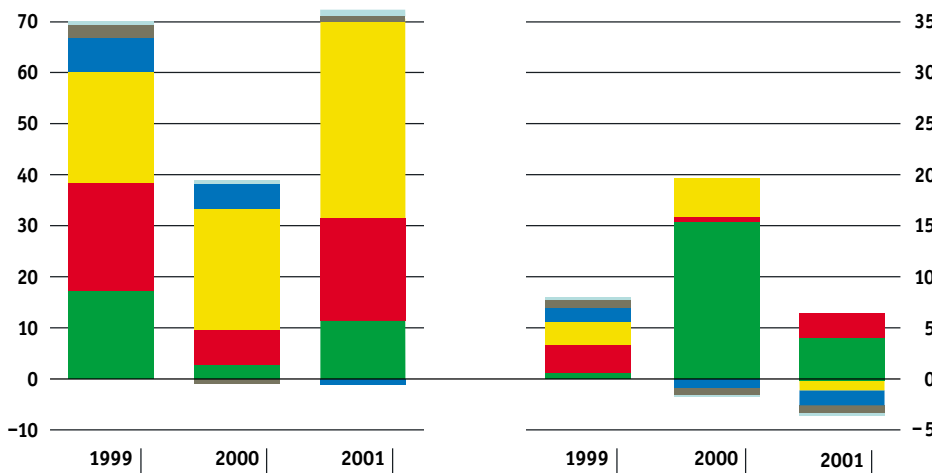
USD

EUR

JPY

GBP

Autres



Investissements de portefeuille suisses à l'étranger en milliards de francs

Investissements de portefeuille étrangers en Suisse en milliards de francs

Autres mouvements de capitaux

Crédits des banques commerciales

En 2001, les comptoirs en Suisse des banques ont fortement réduit leurs crédits à l'étranger, alors qu'ils les avaient accrus continuellement au cours des dix années précédentes. Ce sont surtout les avoirs détenus dans des banques à l'étranger qui ont fléchi (-43 milliards de francs). Une diminution a été observée également dans les autres crédits à l'étranger. Du côté des crédits obtenus de l'étranger, des fonds ont été rapatriés pour 28 milliards de francs. Les engagements envers l'étranger ayant fléchi moins fortement que les avoirs à l'étranger, les comptoirs en Suisse des banques ont, dans leurs crédits, importé des capitaux pour un montant net de 19 milliards de francs, contre 11 milliards en 2000.

La répartition de ces mouvements de capitaux selon la monnaie montre que les comptoirs en Suisse des banques ont importé des fonds en dollars des Etats-Unis, en euros et, dans une moindre mesure, en francs. Ils ont par contre exporté des capitaux dans les autres monnaies.

10.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon le poste du bilan¹ en milliards de francs

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
Crédits à l'étranger	-76,0	-66,0	-116,1	-140,4	46,4
Crédits à des banques	-68,3	-61,1	-106,4	-123,6	42,5
à long terme	0,0	-4,8	-10,7	-5,3	17,0
à court terme	-68,3	-56,3	-95,7	-118,3	25,5
Autres crédits	-7,7	-4,8	-9,7	-16,8	4,0
Crédits de l'étranger	74,8	49,3	143,6	151,4	-27,9
Crédits de banques	64,5	39,2	134,6	159,3	-29,1
à long terme	3,1	8,5	14,2	-2,4	-15,1
à court terme	61,4	30,7	120,5	161,6	-14,0
Autres crédits	10,3	10,1	9,0	-7,8	1,2
à long terme	1,2	1,1	0,2	-1,2	2,3
à court terme	9,2	9,1	8,8	-6,6	-1,2
Solde	-1,2	-16,7	27,5	11,0	18,5
Crédits interbancaires	-3,8	-21,9	28,2	35,7	13,4
Autres crédits	2,6	5,3	-0,7	-24,6	5,2

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.2 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie¹ en milliards de francs

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
Crédits à l'étranger	-76,0	-66,0	-116,1	-140,4	46,4
CHF	-5,1	3,2	9,8	-5,3	-5,2
USD	-36,0	4,8	-62,8	-32,7	24,6
EUR (depuis 1999)			-55,3	-27,7	1,8
DEM (jusqu'en 1998)	-3,1	-13,6			
Autres monnaies	-34,6	-49,3	-6,5	-78,0	26,4
Toutes les monnaies	-78,9	-54,9	-114,8	-143,7	47,7
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	2,9	-11,0	-1,4	3,3	-1,2
Crédits de l'étranger	74,8	49,3	143,6	151,4	-27,9
CHF	20,5	0,4	7,0	-0,7	9,3
USD	33,6	22,2	45,2	42,8	9,9
EUR (depuis 1999)			57,6	14,5	25,6
DEM (jusqu'en 1998)	0,7	1,2			
Autres monnaies	12,7	13,2	33,5	96,1	-73,2
Toutes les monnaies	67,5	37,0	143,3	152,7	-28,4
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	7,3	12,3	0,3	-1,5	0,6
Solde	-1,2	-16,7	27,5	11,0	18,5
CHF	15,4	3,6	16,8	-6,0	4,1
USD	-2,4	27,0	-17,6	10,0	34,5
EUR (depuis 1999)			2,3	-13,2	27,3
DEM (jusqu'en 1998)	-2,4	-12,3			
Autres monnaies	-21,9	-36,2	27,0	74,7	-46,8
Toutes les monnaies	-11,4	-17,9	28,5	9,1	19,2
Métaux précieux et, jusqu'en 1998, prêts de titres	10,2	1,3	-1,1	1,8	-0,6

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Crédits des entreprises

Les crédits obtenus de l'étranger (sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs) ont entraîné des importations de capitaux totalisant 3 milliards de francs, contre 13 milliards en 2000. Seules des entreprises du secteur des services ont recueilli des fonds à l'étranger. En effet, les entreprises du secondaire ont remboursé des crédits qu'elles avaient obtenus de l'étranger. Les fonds ont été empruntés avant tout en euros.

Les exportations de capitaux au titre des crédits que les entreprises ont accordés à l'étranger ont régressé, passant de 14 milliards en 2000 à 11 milliards de francs en 2001. Les sociétés financières et holdings y ont contribué à raison de 5 milliards de francs, et les compagnies d'assurances, à raison de 3 milliards. Les crédits ont été octroyés surtout en euros.

En accordant des crédits à l'étranger et en obtenant des crédits de l'étranger, les entreprises ont au total exporté des capitaux pour 9 milliards de francs, contre 1 milliard en 2000.

Réerves monétaires

En 2001, les réserves monétaires de la Banque nationale ont progressé de 1,1 milliard de francs. Tant les réserves de devises que les moyens de paiement internationaux ont augmenté de 0,2 milliard de francs. Dans les réserves de devises, les placements en titres ont diminué, mais les avoirs auprès d'autorités monétaires et de banques se sont accrus. La position de réserve au FMI – différence entre la quote-part de la Suisse au FMI et les avoirs à vue, en francs, du FMI à la Banque nationale – a augmenté de 0,6 milliard de francs.

Il ressort de la répartition selon la monnaie que les placements en euros et en droits de tirage spéciaux se sont accrus au détriment de ceux qui sont libellés en yens et en dollars des Etats-Unis. Les ventes d'or au secteur privé, opérées en 2001 dans le cadre de la démonétisation de l'or, ne sont pas prises en considération dans les réserves monétaires (voir encadré).

Comptabilisation des réserves monétaires de la Banque nationale

Dans le domaine des réserves monétaires de la Banque nationale, les flux sont pris en considération, depuis 2000, sans les variations découlant des ajustements de valeur, conformément aux recommandations actuelles du FMI. Auparavant, les variations des stocks et les variations dans l'évaluation – mais non les flux – étaient comptabilisées conformément aux anciennes normes en matière de balance des paiements. La comptabilisation selon la nouvelle méthode a rendu superflue la compensation pour les variations des stocks qui ne sont pas dues aux transactions.

Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié sa gestion de l'encaisse-or. Elle a commencé à vendre de l'or dans les limites d'un accord conclu entre banques centrales. Ces ventes au secteur privé ne sont pas prises en considération sous le poste «Réserves monétaires» de la balance des paiements. Il s'agit de la démonétisation d'une partie de l'encaisse-or, et une telle démonétisation n'est pas à prendre en compte dans les réserves monétaires. Dans les opérations sur or, seules celles qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales doivent en effet être prises en considération dans les réserves monétaires.

Erreurs et omissions nettes

Ce poste correspond à la différence entre le total des opérations comptabilisées dans la balance des paiements du côté des recettes (transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et le total des opérations comptabilisées du côté des dépenses (transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Cette différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. En pratique, il n'est cependant guère possible d'appliquer ce principe à la lettre. Si les recettes excèdent les dépenses, les erreurs et omissions nettes font apparaître une valeur négative et, dans le cas contraire, une valeur positive.

Pour 2001, les erreurs et omissions nettes portent sur +14 milliards de francs. L'année précédente, ce poste s'était établi à -10 milliards de francs.

11 Composantes de la balance des paiements en millions de francs

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
I. Transactions courantes solde des postes A à D	36970	37826	45669	52167	34071
A. Biens solde	-454	-2329	-276	-4217	-4648
Exportations	114215	118350	125166	143546	145905
Commerce spécial fob	105133	109113	114446	126549	131717
Energie électrique	1903	2022	2069	1944	2963
Autres biens	7179	7215	8651	15053	11225
Importations	-114669	-120679	-125442	-147763	-150553
Commerce spécial caf	-103088	-106866	-113416	-128615	-130052
Energie électrique	-1225	-1346	-1462	-1475	-1896
Autres biens	-10356	-12467	-10564	-17673	-18606
B. Services solde	18933	19574	21615	25596	24200
Recettes	36719	38755	42750	48767	46791
Tourisme	11531	11586	11767	13126	12673
Assurances privées	2070	2277	2852	2441	1796
Opérations de commerce en transit	1418	1047	1362	1439	1367
Transports	5979	6300	6623	7664	7491
Postes, messageries et télécommunications	709	903	1267	1485	1285
Autres services	15013	16643	18880	22614	22179
dont commissions bancaires	8816	9975	11978	14607	12874
Dépenses	-17786	-19181	-21136	-23171	-22591
Tourisme	-10141	-9879	-10175	-10718	-10716
Assurances privées	-49	-100	-125	-125	-125
Opérations de commerce en transit	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Transports	-4632	-5084	-5239	-5940	-5477
Postes, messageries et télécommunications	-989	-1123	-1229	-1495	-1548
Autres services	-1976	-2995	-4368	-4893	-4725
dont commissions bancaires	n.d.	-733	-845	-1322	-1099
C. Revenus du travail et de capitaux solde	23428	25917	30510	35726	21393
Recettes	50891	66584	75273	103081	83959
Revenus du travail	1544	1569	1623	1679	1908
Revenus de capitaux	49348	65016	73651	101402	82052
Investissements de portefeuille	15305	17919	21687	24509	24605
Investissements directs	13889	26134	34931	43130	25874
Autres placements	20154	20962	17033	33763	31573
Dépenses	-27464	-40667	-44763	-67355	-62567
Revenus du travail	-8076	-8012	-8097	-9460	-10535
Revenus de capitaux	-19388	-32655	-36666	-57895	-52032
Investissements de portefeuille	-5723	-7991	-9915	-12042	-13724
Investissements directs	-1245	-11674	-15674	-18099	-11193
Autres placements	-12420	-12991	-11077	-27753	-27115

2001 1 ^{er} trimestre	2001 2 ^e trimestre	2001 3 ^e trimestre	2001 4 ^e trimestre	
Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	
7749	9387	5933	11002	I. Transactions courantes solde des postes A à D
-3707	-1152	-734	944	A. Biens solde
37789	37389	34716	36011	Exportations
33832	33724	31352	32810	Commerce spécial fob
655	679	755	875	Energie électrique
3302	2987	2609	2327	Autres biens
-41496	-38541	-35450	-35067	Importations
-34044	-33548	-31255	-31205	Commerce spécial caf
-451	-375	-442	-628	Energie électrique
-7000	-4618	-3753	-3234	Autres biens
7290	5977	5678	5256	B. Services solde
12059	11998	12383	10351	Recettes
3372	3064	4014	2223	Tourisme
580	684	265	268	Assurances privées
342	342	342	342	Opérations de commerce en transit
1884	1988	2003	1616	Transports
301	352	356	275	Postes, messageries et télécommunications
5580	5568	5403	5628	Autres services
3254	3242	3077	3302	dont commissions bancaires
-4769	-6021	-6706	-5096	Dépenses
-1847	-3058	-3602	-2208	Tourisme
-31	-31	-31	-31	Assurances privées
n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	Opérations de commerce en transit
-1370	-1344	-1403	-1360	Transports
-340	-405	-485	-318	Postes, messageries et télécommunications
-1180	-1181	-1185	-1178	Autres services
-273	-275	-278	-272	dont commissions bancaires
5398	5892	3143	6960	C. Revenus du travail et de capitaux solde
21138	23284	17681	21856	Recettes
477	477	477	477	Revenus du travail
20661	22807	17204	21379	Revenus de capitaux
6059	6434	6107	6005	Investissements de portefeuille
5854	7635	3255	9130	Investissements directs
8749	8738	7841	6244	Autres placements
-15740	-17392	-14538	-14896	Dépenses
-2540	-2616	-2676	-2702	Revenus du travail
-13200	-14776	-11862	-12194	Revenus de capitaux
-3387	-3514	-3459	-3364	Investissements de portefeuille
-2321	-3598	-1347	-3927	Investissements directs
-7492	-7664	-7056	-4902	Autres placements

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
D. Transferts courants¹ solde	-4937	-5336	-6180	-4938	-6873
Recettes	3810	4039	11473	11573	16339
Transferts du secteur privé	406	406	7669	7074	11858
Transferts du secteur public	3405	3633	3804	4499	4482
Dépenses	-8748	-9376	-17653	-16511	-23213
Transferts du secteur privé	-3405	-3458	-11585	-10327	-16750
Transferts du secteur public	-5343	-5918	-6069	-6184	-6463
II. Transferts en capital² solde	-242	201	-773	-5976	430
Transferts de l'étranger	52	1094	79	826	3384
Transferts à l'étranger	-294	-893	-852	-6803	-2955
III. Mouvements de capitaux solde des postes E à H	-37280	-45314	-49564	-36276	-48789
E. Investissements directs solde	-16104	-14247	-32384	-39437	-5126
Investissements directs suisses à l'étranger	-25735	-27209	-49986	-72178	-18651
Capital social	-13515	-16949	-23835	-56010	-18395
Bénéfices réinvestis	-9889	-7203	-18280	-15864	1273
Crédits	-2331	-3058	-7872	-304	-1529
Investissements directs étrangers en Suisse	9631	12963	17603	32741	13525
Capital social	5966	5093	7577	19883	14193
Bénéfices réinvestis	1245	6501	9708	11324	-673
Crédits	2420	1368	318	1534	5
F. Investissements de portefeuille solde	-15537	-6720	-61507	-19863	-69100
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-28647	-21576	-70360	-37676	-72299
Titres de créance	-15355	-17909	-44072	-3354	-47055
Emprunts obligataires et notes	-17126	-17800	-39825	-1709	-39287
Papiers monétaires	1771	-109	-4247	-1645	-7767
Titres de participation	-13292	-3667	-26288	-34322	-25244
Actions	n.d.	n.d.	-16520	-21805	-12688
Fonds de placement	n.d.	n.d.	-9768	-12517	-12556
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	13110	14856	8853	17813	3199
Titres de créance	3030	2341	607	2478	82
Emprunts obligataires et notes	3030	2341	501	2273	-771
Papiers monétaires	n.d.	n.d.	106	205	853
Titres de participation	10080	12515	8246	15335	3117
Actions	2236	5946	876	8194	-5048
Fonds de placement	7844	6569	7370	7141	8165

2001 1 ^{er} trimestre	2001 2 ^e trimestre	2001 3 ^e trimestre	2001 4 ^e trimestre	
Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	
-1231	-1331	-2154	-2158	D. Transferts courants¹ solde
3059	4568	4377	4336	Recettes
1849	3433	3287	3287	Transferts du secteur privé
1209	1134	1089	1048	Transferts du secteur public
-4290	-5899	-6531	-6494	Dépenses
-2674	-4283	-4915	-4878	Transferts du secteur privé
-1616	-1616	-1615	-1615	Transferts du secteur public
115	115	85	115	II. Transferts en capital² solde
846	846	846	846	Transferts de l'étranger
-731	-731	-761	-731	Transferts à l'étranger
-3766	-22897	-3663	-18462	III. Mouvements de capitaux solde des postes E à H
-5892	-111	2024	-1146	E. Investissements directs solde
-8893	-3042	-2184	-4532	Investissements directs suisses à l'étranger
-6072	-1315	-4337	-6671	Capital social
318	318	318	318	Bénéfices réinvestis
-3139	-2045	1835	1820	Crédits
3001	2931	4209	3386	Investissements directs étrangers en Suisse
2592	3319	3739	4544	Capital social
-2764	-257	1078	1271	Bénéfices réinvestis
3172	-131	-608	-2428	Crédits
-43511	-10003	-10311	-5274	F. Investissements de portefeuille solde
-43878	-11902	-9036	-7482	Investissements de portefeuille suisses à l'étranger
-27951	-9958	-6637	-2508	Titres de créance
-26126	-7207	-3549	-2405	Emprunts obligataires et notes
-1825	-2751	-3088	-103	Papiers monétaires
-15927	-1944	-2399	-4974	Titres de participation
-10662	928	-1233	-1721	Actions
-5265	-2872	-1166	-3253	Fonds de placement
367	1899	-1275	2208	Investissements de portefeuille étrangers en Suisse
115	-146	43	70	Titres de créance
350	-547	55	-629	Emprunts obligataires et notes
-235	401	-12	699	Papiers monétaires
252	2045	-1318	2138	Titres de participation
-2234	-501	-2962	649	Actions
2486	2546	1644	1489	Fonds de placement

	1997	1998	1999	2000 Chiffres révisés	2001 Chiffres provisoires
G. Autres mouvements de capitaux solde	-2492	-23240	41503	16365	26528
Crédits des banques commerciales solde	-1191	-16658	27501	11031	18524
Crédits à l'étranger	-76025	-65951	-116096	-140406	46454
Crédits à des banques	-68326	-61132	-106364	-123610	42479
à long terme	-44	-4823	-10700	-5299	16986
à court terme	-68282	-56309	-95664	-118311	25493
Autres crédits	-7699	-4819	-9732	-16796	3975
Crédits de l'étranger	74834	49293	143597	151437	-27930
Crédits de banques	64493	39182	134615	159264	-29107
à long terme	3086	8513	14159	-2372	-15139
à court terme	61407	30669	120456	161636	-13968
Autres crédits	10341	10111	8982	-7827	1177
à long terme	1163	1053	199	-1200	2346
à court terme	9178	9058	8783	-6627	-1169
Crédits des entreprises solde	260	-5443	3108	-1152	-8857
Crédits à l'étranger	4262	-14433	2011	-13942	-11472
à long terme	-1161	-714	281	-1553	-8285
à court terme	5423	-13719	1730	-12389	-3187
Crédits de l'étranger	-4002	8991	1097	12790	2615
à long terme	1672	7563	1825	4936	1658
à court terme	-5673	1428	-728	7854	957
Crédits des collectivités publiques solde	461	289	218	-38	44
Crédits à l'étranger	286	295	305	61	82
à long terme	286	295	305	61	82
à court terme	0	0	0	0	0
Crédits de l'étranger	175	-6	-87	-99	-38
Autres investissements solde	-2022	-1429	10676	6524	16817
H. Réserves monétaires³ total	-3147	-1107	2824	6659	-1091
Variation des avoirs à l'étranger	-4912	-236	-1312	6659	-1091
Or	0	0	0	0	0
Placements de devises	-3942	462	-1802	5646	-235
Position de réserve au FMI	-697	-306	394	568	-626
Droits de tirage spéciaux ⁴	-162	61	-366	399	-230
Autres ⁵	-111	-453	462	46	0
Compensation pour les ajustements de valeur sur la position extérieure nette de la Banque nationale	1765	-871	4136	.	.
IV. Erreurs et omissions nettes	552	7287	4668	-9915	14287

n.d.: donnée non disponible

1 Depuis 1999, y compris les primes que les assurances privées suisses encaissent de l'étranger (abstraction faite des services d'assurance) et les prestations versées à l'étranger par ces assurances à la suite de sinistres.

2 Y compris les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.

3 Depuis l'an 2000, ces données sont calculées à partir des flux, conformément aux recommandations du FMI. Jusqu'en 1999, elles étaient tirées, selon les recommandations alors applicables, des variations des stocks, ce qui nécessitait une compensation pour les variations de la position extérieure qui n'étaient pas dues à des transactions.

4 Jusqu'en 1997, y compris les avoirs en Ecus. A partir de 2000, y compris les crédits multilatéraux en DTS.

5 Depuis 2000, sans les crédits multilatéraux en DTS.

2001 1 ^{er} trimestre	2001 2 ^e trimestre	2001 3 ^e trimestre	2001 4 ^e trimestre	
Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	Chiffres provisoires	
42078	-11058	4847	-9340	G. Autres mouvements de capitaux solde
33828	-4295	65	-11073	Crédits des banques commerciales solde
-15868	29199	71012	-37889	Crédits à l'étranger
-13244	29219	67371	-40866	Crédits à des banques
-5173	22527	-410	43	à long terme
-8071	6692	67781	-40909	à court terme
-2624	-20	3641	2978	Autres crédits
49696	-33494	-70947	26816	Crédits de l'étranger
49444	-31552	-70881	23881	Crédits de banques
-1333	-14022	-314	531	à long terme
50777	-17529	-70567	23351	à court terme
252	-1942	-66	2934	Autres crédits
1286	182	-159	1037	à long terme
-1035	-2124	93	1897	à court terme
6939	-7442	-3458	-4897	Crédits des entreprises solde
-1270	-5538	-1112	-3553	Crédits à l'étranger
-2959	-264	-2772	-2291	à long terme
1689	-5274	1660	-1262	à court terme
8209	-1904	-2346	-1344	Crédits de l'étranger
6149	-2049	-1965	-477	à long terme
2060	145	-381	-867	à court terme
-118	87	-15	90	Crédits des collectivités publiques solde
-1	-9	-3	96	Crédits à l'étranger
-1	-9	-3	96	à long terme
0	0	0	0	à court terme
-117	96	-12	-6	Crédits de l'étranger
1429	592	8254	6541	Autres investissements solde
3559	-1725	-223	-2702	H. Réserves monétaires ³ total
3559	-1725	-223	-2702	Variation des avoirs à l'étranger
0	0	0	0	Or
3530	-996	-247	-2522	Placements de devises
-30	-90	-485	-21	Position de réserve au FMI
59	-639	509	-159	Droits de tirage spéciaux ⁴
0	0	0	0	Autres ⁵
.	.	.	.	Compensation pour les ajustements de valeur sur la position extérieure nette de la Banque nationale
-4098	13396	-2356	7345	IV. Erreurs et omissions nettes

Description des postes

Modifications dans la statistique

Revenus du travail	Depuis 2000, l'estimation des salaires des frontaliers repose sur la valeur médiane du salaire brut mensuel standardisé des frontaliers, selon l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS). Cette base est meilleure que celle qui était utilisée précédemment, à savoir la statistique des salaires. Contrairement à cette dernière, l'ESS établit séparément les salaires des frontaliers.
---------------------------	---

Balance des transactions courantes

Commerce spécial	Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de la Direction générale des douanes, sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial.
-------------------------	---

Energie électrique	Exportations et importations d'énergie électrique, sans les échanges.
---------------------------	---

Autres biens	Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, perfectionnement à façon (actif et passif), marchandises en retour (exportations et importations), achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.
---------------------	---

Tourisme	Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit; petites quantités dans le trafic frontalier, boutiques hors taxes, consommation des frontaliers.
-----------------	---

Services (hors tourisme)	Services d'assurance dans les opérations des assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce en transit, transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers (commissions bancaires), services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, etc.
---------------------------------	--

Revenus du travail	Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.
---------------------------	---

Revenus de capitaux	Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, revenus des placements à titre fiduciaire, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.). Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.
----------------------------	---

Transferts courants du secteur privé	Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts effectués par les immigrants étrangers, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées (abstraction faite des services d'assurance) par les compagnies d'assurances privées et prestations que celles-ci ont versées à la suite de sinistres.
---	--

Transferts courants du secteur public	Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI, APG, SUVA, AC) par des Suisses de l'étranger et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire des droits de timbre, de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.
--	---

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs suisses à l'étranger: investissements effectués par des entreprises suisses dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises à l'étranger. Investissements directs étrangers en Suisse: investissements effectués par des entreprises étrangères dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises en Suisse. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Cette statistique est établie à partir d'enquêtes trimestrielles et annuelles de la Banque nationale.

Investissements directs

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance et parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les investissements des banques et entreprises sont tirés des données fournies par ces sociétés sur leurs opérations avec l'étranger. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance et parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les opérations des entreprises avec l'étranger.

Investissements de portefeuille

Crédits à l'étranger: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger.

Autres mouvements de capitaux Crédits des banques commerciales

Crédits à l'étranger: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Autres mouvements de capitaux Crédits des entreprises

Mouvements de capitaux de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales. Crédits à l'étranger: crédits à court et long terme que les collectivités publiques ont octroyés à l'étranger. Crédits de l'étranger: engagements à court terme des collectivités publiques suisses envers l'étranger.

Autres mouvements de capitaux Crédits des collectivités publiques

Autres investissements Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que, depuis 2000, ventes d'or transfrontières de la BNS. Les importations de métaux précieux comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Les autres investissements comprennent également les flux de capitaux du secteur non bancaire avec des banques à l'étranger ainsi que la variation des engagements de la Banque nationale. Ils englobent aussi des éléments correctifs: part des fonds fiduciaires attribuée aux résidents, mais provenant de non-résidents selon des estimations de la Banque nationale, ainsi qu'opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Réserves monétaires et compensation Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992), des moyens de paiement internationaux (DTS) et des crédits d'aide monétaire de la Banque nationale. Pour les avoirs à l'étranger de la Banque nationale, les flux sont pris en considération, depuis 2000, sans les variations découlant des ajustements de valeur. Jusqu'en 1999, les variations de stocks – et non les flux – étaient comptabilisées conformément aux anciennes normes en matière de balance des paiements. La comptabilisation selon la nouvelle méthode a rendu superflue, à partir de 2000, la compensation pour les variations des stocks qui ne sont pas dues aux transactions.

Poste résiduel

Erreurs et omissions Voir fondements méthodologiques

Bases légales

Bases légales de la présente statistique En vertu de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale et de l'ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux, la Banque nationale est autorisée à mener des enquêtes trimestrielles en vue de dresser la balance des transactions courantes et la balance des capitaux. Les personnes morales sont tenues de fournir des données pour la balance des transactions courantes dès que le montant de leurs transactions dépasse 100 000 francs par trimestre et par objet. Pour ce qui a trait à la balance des capitaux, les personnes physiques et les personnes morales sont tenues de fournir des données dès que le montant de leurs transactions dépasse un million de francs par trimestre et par objet.

Fondements méthodologiques

Définition	La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant des capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5 ^e édition).
Balance des transactions courantes	La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs (revenus du travail et revenus de capitaux) et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.
Transferts	Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (aide au développement par exemple), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.
Mouvements de capitaux	La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises sises à l'étranger), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs étrangers), d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits octroyés par des banques et des entreprises à des non-résidents) ainsi que sur les réserves monétaires.
Poste résiduel (erreurs et omissions)	Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des «recettes» (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des «dépenses» (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Cette différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes courantes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses courantes et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.
Relations entre les balances partielles de la balance des paiements	La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: la balance des transactions courantes, les transferts en capital et la balance des capitaux. Des relations existent entre ces balances partielles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde de la balance des transactions courantes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, de la balance des capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La balance des paiements fait partie intégrante du système des comptes nationaux (CN). Au sein de ce système, elle représente le secteur de l'économie extérieure. Les balances partielles de la balance des paiements interviennent dans les CN comme suit:

Balance des paiements	CN
1) Solde de la balance des biens et des services	Contribution de l'extérieur au PIB
2) Solde de la balance des biens et des services + solde des revenus du travail et de capitaux	Contribution de l'extérieur au revenu national
3) Solde de la balance des transactions courantes	Solde de l'épargne intérieure et des investissements intérieurs
4) Solde de la balance des transactions courantes + solde des transferts en capital	Capacité ou besoin de financement

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

